

Une bonne capacité de résistance



ELISABETH GRANDIN
Directeur délégué
Standard & Poor's Paris

Grâce à la diversification de leurs métiers, au redressement de la rentabilité des activités domestiques et à l'amélioration de la qualité de leurs actifs, les grandes banques françaises doivent pouvoir faire face à des chocs externes mesurés, du type ralentissement de l'économie, baisse des activités boursières ou crise de certains pays émergents, sans modifications de leurs notes.

DANS UN CONTEXTE MARQUÉ par une conjoncture économique favorable et une bonne tenue des marchés financiers au premier semestre, les banques françaises ont enregistré en 2000 des résultats en forte hausse. Du fait d'un environnement beaucoup moins porteur cette année, les résultats des banques françaises s'inscriront en retrait en 2001. Cette évolution devrait surtout être sensible pour les banques AFB pour lesquelles la référence 2000 était particulièrement élevée grâce aux bons résultats de la banque d'investissement.

Cependant ce fléchissement attendu ne remet pas en cause, l'amélioration de fond des résultats du secteur bancaire français depuis trois à cinq ans.

“ Du fait d'un environnement moins porteur, les résultats des banques françaises s'inscriront en retrait en 2001. ”

Le redressement des résultats des banques françaises par rapport au milieu des années 1990 est largement lié à des facteurs conjoncturels et a été surtout marqué pour les banques AFB qui étaient les plus

affectées à l'époque. Il comporte cependant des éléments structurels qui devraient continuer à produire des effets positifs dans les années à venir.

LE REDRESSEMENT DE LA RENTABILITÉ DES ACTIVITÉS

Le secteur bancaire français a connu d'importantes améliorations structurelles depuis le milieu des années 1990 :

- le retour dans le secteur privé de toutes les banques qui étaient précédemment détenues majoritairement par l'Etat ;
- la réalisation d'opérations d'acquisition et de fusion qui ont ramené le nombre de grands groupes bancaires français à neuf actuellement contre quinze en 1995 ;
- la banalisation d'un certain nombre d'acteurs aux statuts particuliers et la rétraction de la sphère bancaire publique, illustrées par la réforme des Caisses d'épargne en 1999.

Le point essentiel est surtout l'adoption progressive par la quasi-totalité des établissements de stratégies focalisées sur la rentabilité.

Les banques cotées sont désormais converties à la «shareholder value», et sont donc très soucieuses d'optimiser l'usage de leurs fonds propres. Les banques mutualistes n'ont pas le même niveau d'exigence de la part de leurs sociétaires, mais le dynamisme de leur développement les a également contraintes à mieux utiliser leurs fonds propres et à améliorer leur rentabilité.

Ces évolutions structurelles devraient compenser l'impact attendu de la concurrence de nouveaux acteurs sur le marché. Le marché bancaire français connaît actuellement un regain de concurrence de la part d'acteurs non bancaires (grande distribution, assurance) et de banques étrangères attirées par l'importance de l'économie française au sein de la zone européenne, par une conjoncture économique plus dynamique et par les opportunités offertes par le développement d'internet. Dans ce contexte, une des menaces possibles serait la mise en œuvre d'une guerre des prix sur les dépôts, initiée par ces nouveaux entrants qui tentent actuellement de capter une clientèle patrimoniale en offrant des taux attractifs sur les dépôts. Ce scénario pourrait se matérialiser en 2002 avec la levée

de l'interdiction de rémunération des dépôts à vue du fait de la disparition du franc. Si ce risque ne peut pas être écarté, la probabilité de sa survenance est faible, l'évolution structurelle du secteur plaçant pour une concurrence plus rationnelle.

RALENTISSEMENT EN 2001

Les banques françaises devraient continuer à bénéficier en 2001 d'un effet volume positif dans leur activité de crédit, même si celui-ci devrait être moins fort qu'en 1999-2000 du fait d'un certain ralentissement de la distribution de prêts. Les banques devraient en revanche avoir du mal à continuer à améliorer leur coefficient d'exploitation domestique à court terme du fait des dépenses liées à l'application des 35 heures, et à la préparation de l'euro fiduciaire.

Dans un contexte de ralentissement économique domestique, l'amélioration constante du coût du risque que le secteur a connue ces dernières années devrait toucher à sa fin, mais les banques ne devraient pas pour autant augmenter significativement leurs provisions dans les prochaines années du fait de la bonne qualité actuelle de leurs actifs et d'une croissance des crédits qui est restée mesurée dans les dernières années par rapport au cycle précédent.

DES STRATÉGIES PLUS CIBLÉES DANS LES ACTIVITÉS DE GRANDE CLIENTÈLE

Les activités de grande clientèle, banque d'investissement et de financement, représentent une part importante du PNB des grandes banques françaises, sauf pour les Caisses d'épargne et le Crédit mutuel qui sont essentiellement actifs dans la banque de proximité. Ces activités comptent pour environ 20 % du PNB pour le Crédit agricole ou les Banques populaires, et oscillent autour de 40 % pour le Crédit lyonnais, BNP Paribas et la Société générale.

En 2000, ces activités ont forte-

ment contribué aux résultats enregistrés par ces banques, mais leur contribution reste volatile. Les fortes pertes enregistrées en 1997-1998 lors de la crise des pays émergents et la nécessité d'améliorer la rentabilité de leurs actifs ont amené les banques françaises à revoir leur stratégie dans la banque de financement. Depuis deux-trois ans,

“Les grands groupes bancaires français sont actuellement au nombre de 9 contre 15 en 1995.”

elles se sont toutes résolues à réduire les engagements commerciaux dont la rentabilité était insuffisante et elles ont adopté des stratégies plus ciblées se concentrant sur les transactions à valeur ajoutée comme les financements structurés ou les financements d'actifs.

Dans les métiers de banque d'investissement, les banques françaises sont confrontées à la volatilité des revenus, à l'inflation des charges salariales et à la concurrence d'acteurs globaux. Après avoir cherché à fortement développer ces activités avec une optique de couverture très large, elles ont récemment renoncé à être des ac-

teurs globaux. Elles concentrent désormais leur développement sur un nombre plus limité de lignes de métiers avec un souci accru de contrôle des coûts.

Cependant les banques françaises restent attachées à ces activités de grande clientèle et n'ont jamais manifesté l'intention de s'en dessaisir. En raisonnant sur l'en-

semble du cycle économique, la contribution de ces activités reste nettement positive malgré sa volatilité. L'adoption de stratégies plus ciblées dans ces métiers

est positive et cohérente avec le profil d'activité des banques concernées et le contexte concurrentiel dans lequel elles opèrent. Ces métiers restent néanmoins un domaine où l'on peut s'attendre à des révisions stratégiques plus poussées.

UN POTENTIEL LIMITÉ D'AMÉLIORATION DE LA RENTABILITÉ

Au total, le niveau de rentabilité atteint par les grandes banques françaises en 1999-2000 apparaît comme soutenable à moyen terme, l'année 2001 pouvant marquer un fléchissement si l'environnement

Homogénéisation des niveaux de capitalisation

Les niveaux d'adéquation des fonds propres des grandes banques françaises à leurs activités se sont fortement améliorés dans les dernières années et se situent à des niveaux satisfaisants par comparaison internationale. Depuis le milieu des années 1990, les écarts entre banques se sont réduits, avec une forte baisse des ratios de fonds propres des Caisses d'épargne et

du Crédit mutuel, qui se situaient à des niveaux exceptionnellement élevés, et une amélioration sensible de la situation des grandes banques AFB, en particulier de celle du Crédit lyonnais. Cette évolution est positive car elle concourt à un secteur plus homogène dans lequel la concurrence s'exerce de façon plus rationnelle. Les groupes mutualistes

français devraient maintenir leurs niveaux de capitalisation dans les années à venir. Les grandes banques commerciales françaises ont achevé en 1999-2000 une phase de rattrapage de leurs ratios de capitalisation qui étaient traditionnellement inférieurs à leurs homologues européens. La capitalisation des banques françaises devrait donc rester stable dans les prochaines années.

Étude

Restructuration du secteur : de 15 à 9 groupes

En milliards d'euros	Bilan consolidé 1995		Bilan consolidé 2000*	Notation au 20/8/2001	Statuts et actionariat
Crédit agricole	289	BNP Paribas	639	AA-/stable/A-1+	Banque AFB cotée
Crédit lyonnais	254	Crédit agricole	463	AA/stable/A-1+	Groupe mutualiste
Société générale	244	Crédit agricole Indosuez	153	AA/stable/A-1+	Banque AFB
Banque nationale de Paris	243	Sofinco	9	AA-/stable/A-1+	Société financière
Compagnie financière de Paribas	203	Société générale	423	AA-/stable/A-1+	Banque AFB cotée
Crédit du Nord	19	Crédit du Nord	22	A+/stable/A-1	Banque AFB
Caisses d'épargne	172	Caisses d'épargne	263	AA/stable/A-1+	Groupe mutualiste
Crédit industriel et commercial	84	Crédit foncier de France	38	AA-/stable/A-1+	Institution financière spécialisée
Crédit mutuel	79	Crédit mutuel	250 (e)	A+/négative/A-1	Groupe mutualiste
Banques populaires	84	Crédit industriel et commercial	131	A/stable/A-1	Banque AFB**
Compagnie financière de Suez		Banques populaires	176	/-/A-1	Groupe mutualiste
Banque Indosuez	65	Natexis Banques populaires	95	A/positive/A-1	Banque AFB**
Sofinco	5	Crédit lyonnais	163	A-/stable/A-2	Banque AFB cotée
Crédit local de France (CLF)	70	Dexia Crédit local	143	AA/stable/A-1+	Banque AFB cotée***
Crédit foncier de France	58	Crédit commercial de France	72	AA-/stable/A-1+	Banque AFB membre du groupe HSBC
Crédit commercial de France	52				
Crédit national	51				
BFCF	28				

* Hors actifs assurance.

** Avec une minorité du capital coté en bourse.

*** Membre du groupe franco-belge Dexia coté à Paris et à Bruxelles.

Grâce à une amélioration de leur rentabilité due à des facteurs structurels, les grandes banques devraient pouvoir faire face au ralentissement économique, sans modification de leurs notes.

économique et financier devient défavorable. Cependant, le socle de rentabilité récurrente autour duquel devrait fluctuer les résultats des banques françaises a sensiblement augmenté par rapport aux années 1994-1996.

Certains acteurs dont les performances sont encore inférieures à celles de leurs pairs, en particulier en termes de productivité, comme le Groupe CIC et les Caisses d'épargne ont encore un potentiel d'amélioration. D'autant que ces acteurs sont très peu présents dans les activités de banque d'investisse-

“Le Crédit lyonnais apparaît actuellement comme la seule opportunité de consolidation sur le marché.”

ment et ne devraient pas être affectés par la baisse attendue des résultats de ces dernières en 2001. Cependant, en l'absence de consolidation plus avancée du secteur, la rentabilité de ce dernier devrait rester globalement inférieure à terme à celle observée dans les pays européens où la concentra-

tion de l'industrie bancaire est plus avancée comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne.

LA BANQUE DE DÉTAIL EST ENCORE PEU CONCENTRÉE

Au-delà d'une baisse significative du nombre des groupes indépendants, les opérations de fusions ou acquisitions qui ont eu lieu dans les dernières années ont eu des impacts limités en termes de réduction des capacités bancaires. Elles se sont soldées par des rapprochements entre des groupes avec des profils complémentaires comme

entre la banque Indosuez et le Crédit agricole.

La récente annonce de l'alliance mise en œuvre entre la Caisse des dépôts et le Groupe des Caisses d'épargne répond d'ailleurs à la même logique de combinaison d'une banque de détail et d'une banque de grande clientèle.

Le marché de la banque de détail à réseaux a été en particulier épargné par la consolidation, comme l'illustre la stabilité du nombre

de guichets bancaires depuis plus de dix ans. La fusion de BNP et Paribas intervenue en octobre 1999 est la seule opération entre deux groupes présents sur la plupart des métiers bancaires, mais là encore, à l'exclusion de la banque de détail où seule BNP était présente.

Le secteur bancaire français est certes déjà relativement concentré, avec les neuf principaux groupes représentant la quasi-totalité des actifs du système directement ou par leurs filiales.

De même, si les banques régionales appartenant à un réseau mutualiste gardent une certaine autonomie de gestion, leur organisation par groupe coordonné par un organe central réduit aussi le nombre d'acteurs par rapport à d'autres pays où le secteur bancaire coopératif est plus éclaté. L'absence de mouvement de consolidation plus avancé en France s'explique en particulier par la domination des banques mutualistes sur la banque de détail. Le Crédit lyonnais apparaît actuellement comme la seule opportunité de consolidation sur le marché. ■